

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 21 AVR. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA
☎ : 04 72 61 37 35
✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiée relative aux émissions industrielles ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié autorisant la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT à exploiter un centre de transit, de regroupement et de tri de métaux ferreux et non ferreux et de véhicules hors d'usage dans son établissement situé 13 bis, avenue de l'Industrie à CORBAS ;

VU la déclaration d'existence en date du 7 mars 2011 effectuée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT au titre de la rubrique 2718, consécutive à la modification de la nomenclature des installations classées par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;

VU la déclaration d'existence en date du 5 novembre 2013 effectuée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT au titre des rubriques 3510, 3531, 3532, 3540 et 3550, consécutive à la modification de la nomenclature par le décret du 2 mai 2013 précité ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 23 mars 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que, lors de la déclaration du 7 mars 2011 susvisée, effectuée notamment au titre de la rubrique 2718, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a déclaré une capacité de stockage temporaire de déchets dangereux de 56 tonnes pour son site de CORBAS ;

CONSIDERANT, de plus, que lors de la déclaration du 5 novembre 2013 susvisée, effectuée au titre de la rubrique 3550, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a déclaré une capacité de stockage temporaire de déchets dangereux de 45 tonnes pour son site de CORBAS;

CONSIDERANT, donc, que cette capacité maximale de stockage de déchets dangereux ne correspond pas à la capacité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT à régulariser sa situation administrative pour son installation de stockage de déchets dangereux 13 bis avenue de l'Industrie à CORBAS ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

Article 1er :

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, 13 bis, avenue de l'Industrie à CORBAS, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, en déposant :

- soit un rapport de base et un rapport de conformité établis conformément à l'article R 515-82 du code de l'environnement,

- soit un dossier établi conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement, demandant la réduction de capacité à 45 tonnes pour la rubrique n° 2718. A cet effet, l'exploitant justifiera d'une organisation permettant le respect de cette capacité.

Article 2 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

Article 3:

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CORBAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 21 AVR. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Denis BRUEL

